

Chambre des communes

39^e LÉGISLATURE, 2^e SESSION

Débutant le 16 octobre 2007

Interventions de la députée de Saint-Hyacinthe – Bagot,
Ève-Mary Thאי Thi Lac

Débat sur le discours du Trône, le 23 octobre 2007

Mme Ève-Mary Thäi Thi Lac (Saint-Hyacinthe—Bagot, BQ):

Merci monsieur le Président.

M. le Président, nous sommes contre le discours du Trône. Nous croyons qu'il s'agit une fois de plus d'une occasion manquée par le gouvernement Conservateur de répondre aux demandes maintes fois répétées du Québec, pour lesquelles le Bloc a posé cinq conditions. Dans d'autres cas, le gouvernement conservateur refuse de répondre à des demandes résultant de motions unanimes de l'Assemblée nationale du Québec.

Mon collègue le député de Joliette ainsi que mes autres collègues qui m'ont précédé ont très bien expliqué les raisons qui amènent ma formation politique à être contre le discours du Trône. En ce qui me concerne, rien dans ce discours ne me donne une raison de dire à mes citoyens et citoyennes de Saint-Hyacinthe – Bagot qu'on a répondu à leurs attentes, et c'est ce que je vais vous démontrer monsieur le Président.

Premièrement, sur la question de la mission actuelle de combat de l'armée canadienne en Afghanistan, il est tout à fait inacceptable que le gouvernement veuille la maintenir jusqu'en 2011. De plus en plus de voix s'élèvent pour dire que les ressources qui devraient être investies dans l'aide humanitaire et la reconstruction le sont plutôt dans des forces de combat et que nos soldats, plutôt que d'être considérés par les afghans comme leurs alliés, sont en train de se mettre la population à dos. On nous rapporte que jamais la culture du pavot n'a été aussi florissante, sans jeu de mot, en Afghanistan. C'est la preuve que les objectifs de la mission n'ont pas été atteints.

Je suis tentée de faire un parallèle avec les problèmes que peut amener la mariculture dans ma région. Lorsqu'une population est aux prises avec les conséquences d'un commerce par des trafiquants de drogue, il n'existe qu'une seule façon de lutter contre le problème, c'est de mettre la population dans le coup, comme les députés du Bloc Québécois ont réussi à le faire dans la région de Saint-Hyacinthe – Bagot avec la collaboration des forces de l'ordre. Est-ce que c'est le cas en Afghanistan ? Est-ce que nos soldats ont réussi à faire de la population leurs alliés ? La réponse est non monsieur le Président.

Monsieur le Président, je connais personnellement quelques uns des soldats originaires de ma région qui font actuellement partie de cette mission et je crois que le courage qu'ils démontrent en risquant leur vie dans le but de défendre celle des autres mérite notre admiration. Mais en même temps monsieur le Président, la moindre des choses serait que nos soldats sentent qu'ils participent à une mission qui aide vraiment la population. C'est pourquoi il faut aviser l'OTAN dès maintenant du retrait de la mission actuelle en février 2009.

En second lieu, le gouvernement conservateur nous propose de limiter le pouvoir fédéral de dépenser et cela, seulement pour les nouveaux programmes à frais partagés, avec droit de retrait et avec... on ouvre les guillemets « juste compensation », on ferme les guillemets. Monsieur le Président, cette proposition nous ramène au projet d'Union sociale, ce qui la rend inacceptable pour le Québec pour plusieurs raisons. Je n'en citerai que deux.

La première raison, c'est tout simplement qu'il ne s'agit pas dans le discours du Trône d'éliminer le pouvoir de dépenser mais bien de le limiter. L'élimination du pouvoir fédéral de dépenser fait consensus au Québec. Ce pouvoir est contesté au Québec depuis plus d'un demi-siècle. Pourtant, le Premier Ministre a dit à plusieurs reprises, même après l'élection de son gouvernement, qu'il s'opposait et que son parti s'opposait au pouvoir de dépenser du fédéral.

Notre formation politique demandait que le gouvernement fédéral s'engage à cesser carrément de dépenser dans les champs de compétence du Québec. Monsieur le Président, nous en sommes très loin dans le discours du Trône.

Une deuxième raison, c'est que le gouvernement conservateur prétend répondre à nos demandes, mais qu'en fait, il fait référence à des dépenses inexistantes. En effet, le gouvernement veut limiter le pouvoir de dépenser seulement dans les programmes à frais partagés. La réalité monsieur le Président, c'est que la majorité des dépenses fédérales dans des champs de compétences du Québec ne sont justement pas des programmes à frais partagés et qu'il y a de moins en moins de ces nouveaux programmes.

Ce à quoi on a assisté au cours des derniers mois dans un gouvernement conservateur, ce sont des transferts conditionnels à des priorités fédérales, donc des ingérences pures et simples, comme la nouvelle « Commission canadienne de la santé mentale » ou le nouveau « Programme de vaccin contre le col de l'utérus ».

Monsieur le Président, c'est le rouleau compresseur de l'ingérence fédérale qui continue à avancer, et on voit clairement que le fait que le Québec ait été reconnu comme une nation... on ouvre les guillemets « dans un Canada uni », on ferme les guillemets, n'a strictement rien changé à cette volonté du fédéral.

Maintenant, parlons de la troisième condition du Bloc Québécois qu'est l'instauration de mesures précises pour aider les travailleurs, les entreprises et les régions aux prises avec la crise dans le secteur manufacturier et forestier. Avec le concours des gens du milieu, le Bloc Québécois avait proposé des mesures pour la modernisation et la relance des économies forestières et vienne en aide aux travailleurs frappés par la crise.

Mes collègues l'ont probablement déjà mentionné, mais ça vaut la peine de le faire de nouveau, depuis le 1^{er} avril 2005 au Québec, 21 000 travailleurs vivant de la forêt sont au chômage. Pas moins de 156 usines ont cessé leurs activités. La force du dollar canadien n'aide en rien cette situation. Monsieur le Président, parfois on oublie que la crise dans le secteur forestier peut toucher aussi d'autres régions que les régions ressources. Par exemple, dans mon comté de Saint-Hyacinthe – Bagot, une entreprise de fabrication de machinerie lourde pour le secteur forestier a dû fermer ses portes en 2006, obligeant 50 personnes à se trouver un emploi.

La force du dollar canadien a aussi conduit à la fermeture de deux entreprises d'abattage et de découpe de porc dans mon comté. Encore 560 emplois de perdus. J'imagine que vous savez monsieur le Président jusqu'à quel point cela peut être difficile pour un travailleur dans la cinquantaine ou plus de se trouver un nouvel emploi, surtout si plusieurs travailleurs perdent leur emploi en même temps. On aurait pu s'attendre à ce que le gouvernement conservateur aide ces travailleurs en créant un programme de soutien au revenu pour les travailleurs de 55 à 64 ans non reclassables et victimes d'un licenciement massif afin de leur permettre de faire le pont entre l'assurance-emploi et le fonds de pension, tel que l'avait proposé le Bloc Québécois.

On aurait aussi pu s'attendre à ce que le gouvernement conservateur en profite pour redonner au programme d'assurance-emploi ce dont les libéraux l'avaient sérieusement amputé et ainsi redonner à une majorité de chômeurs des compensations pour lesquelles eux et leur employeur ont cotisé dans une caisse qui leur appartient, surtout que le Premier Ministre a lui aussi longtemps dénoncé les ponctions dont les libéraux ont affligé la caisse d'assurance-emploi.

Au lieu de cela, rien. Rien, monsieur le Président et tant pis pour les travailleurs âgés et pour les régions forestières qui crient famine. C'est inacceptable pour le Bloc Québécois.

Parlons maintenant d'une quatrième condition du Bloc Québécois, soit le respect des engagements de Kyoto en favorisant une approche territoriale qui permettrait au Québec que soit reconnu son respect des objectifs de Kyoto. Sur ce plan, monsieur le Président, il n'y a aucune surprise dans le discours du Trône. Rien de ce qui peut être favorable au Québec et au développement durable en général n'y est présent. Mes collègues en ont amplement parlé, mais qu'il suffise de mentionner que le gouvernement conservateur continue de lancer de la poudre aux yeux de la population en favorisant des cibles d'intensité plutôt que des résultats réels.

Monsieur le Président, il faut quand même avoir du front pour prétendre que de vouloir augmenter moins vite nos émissions de gaz à effet de serre est un progrès pour l'environnement. Dans un tel contexte, comment peut-on penser à la viabilité d'une bourse du carbone, un facteur clé dans l'atteinte des objectifs du

protocole de Kyoto ? On sait pourtant que la Bourse de Montréal serait déjà en mesure d'opérer une bourse du carbone ? Sur ce plan encore une fois, ce que nous propose le discours du Trône est inacceptable.

Comme cinquième condition, le Bloc Québécois réclamait du gouvernement un engagement ferme à défendre la gestion de l'offre en agriculture. On sait jusqu'à quel point il s'agit d'une demande importante pour les producteurs de lait, de volaille et d'œufs, toutes des productions qui font vivre beaucoup de familles agricoles au Québec et qui sont très importantes pour la vitalité de son économie agricole. C'est évidemment le cas dans mon comté de Saint-Hyacinthe – Bagot.

Dans son discours du Trône, le gouvernement conservateur ne fait que rappeler « l'appui solide du gouvernement » pour la gestion de l'offre. Monsieur le Président, il s'agit d'une affirmation bien timide, surtout quand on pense que le ministre du Commerce international a déjà déclaré « ... je peux entrevoir le moment où nous devons tout simplement dire à quelques secteurs récalcitrants [i.e. les secteurs sous gestion de l'offre] qu'il existe des intérêts nationaux ... ». Il n'y a rien de très rassurant monsieur le Président quand on met cette déclaration dans la balance.

Par ailleurs, il est inquiétant de voir que le gouvernement demeure résolu à démanteler la commission canadienne du blé, un important mécanisme de mise en marché collective, semblable à la gestion de l'offre. Quelles garanties avons-nous que le démantèlement des systèmes de commercialisation ordonnée cessera après celui-là ?

Monsieur le Président, à l'heure où le concept de souveraineté alimentaire s'impose de plus en plus dans la population au Québec ou ailleurs dans le monde, il est inacceptable que le gouvernement conservateur ne fasse pas sienne la cause de la défense de la gestion de l'offre.

Monsieur le Président, j'aurais pu vous parler aussi de l'approche conservatrice en matière de justice, de la création d'une Commission des valeurs mobilières unique (des propositions dans le discours du Trône qui vont contre le consensus Québécois) ou encore de la reconnaissance de la primauté de la langue française au Québec qui est absente du discours du Trône, mais je m'arrête ici.

Je crois qu'il y a suffisamment de raisons, monsieur le Président, pour que nous votions contre ce discours du Trône.

Merci monsieur le Président.